

LE DEBRIEF D'API
N°18
13 MARS 2024

Après une mission en Arménie mêlant enquête de terrain et suivi de nos programmes, je vous invite à partager un retour en deux clichés. Le premier cliché est de Chinari, village frontalier de la région du Tavush, qui vit entre guerre et paix depuis 35 ans. Ici «l'adversaire observe », comme nous en avertit le panneau rouillé en sortie du village, sur la route du monastère de Khoranashat. Un jeune couple arrivé d'Artsakh ces derniers mois s'y est récemment marié. Le second cliché est une affiche publicitaire tirée d'une campagne gouvernementale sur laquelle on peut lire « La patrie est l'État ». Réalités micros et enjeux macros qui cohabitent non sans difficultés et nous disent où en est l'Arménie en cet hiver 2024.



En vous souhaitant une bonne lecture.

Taline Papazian

GÉOPOLITIQUE 

Paroles de Chinari, un « village garde-frontière »



Le contexte

Chinari est un village de quelques centaines d'habitants qui vit entre **guerre et paix depuis 35 ans**. Nous nous y rendons avec mon coéquipier des programmes en sécurité civile d'Armenia Peace Initiative, Patrick Aprile, par un après-midi humide, gris et froid de mi-février. Le brouillard à couper au couteau exige du conducteur une attention de chaque instant. Au **départ d'Idjevan**, chef-lieu de la région du Tavush, une **piste rudimentaire** rallie Chinari en deux heures et trente minutes à travers forêts, cols de montagne et petits villages. C'est le tout dernier village de la région, le plus proche de la frontière -de la ligne de contact- avec l'Azerbaïdjan. « Le **village garde-frontière** de Chinari vous souhaite la bienvenue », peut-on lire sur une banderole fanée au pied de la mairie. Pas une année ne s'y est écoulée depuis le cessez-le-feu de 1994 sans apporter son lot de morts civils. En dépit du risque, ces derniers mois, sept dizaines de **réfugiés d'Artsakh** (Haut-Karabakh) se sont installés dans le village.

L'analyse

Armenia Peace Initiative a choisi le **Tavush** comme **zone pilote** où dispenser ses **formations en premiers secours**. Toutes les **communes rurales** de la région sont importantes, mais les «villages garde-frontière » méritent notre attention particulière. Au total, **28% de la population rurale de la région** (d'origine plus réfugiés) **vit dans la zone frontalière à risque**. Au Tavush comme ailleurs dans les villages frontaliers les plus isolés et/ou géographiquement les plus encerclés d'Arménie, le précédent de la mise sous **blocus des Arméniens du Haut-Karabakh** et de l'issue par **exode forcé**, revient régulièrement dans nos conversations avec les villageois. Former les volontaires civils et les personnels médicaux aux premiers secours, c'est **soutenir la protection civile** en Arménie, là où les moyens publics ne suffisent pas ; et contribuer à la diminution du **sentiment de vulnérabilité** éprouvé par les populations, en leur donnant les moyens de se sentir acteur de leur protection.

« La patrie est l'État » : au-delà du slogan



Le contexte

Une **campagne publicitaire** déclinant le thème « **La patrie est l'État** » fleurit depuis le mois dernier dans les rues d'Erevan et sur un certain nombre de sites gouvernementaux. La gestation de cette campagne, articulée autour d'un slogan phare, remonte aux discussions parlementaires d'octobre 2023 sur l'adoption du budget 2024. Lors de son intervention au cours des débats, le Premier ministre Pashinyan avait déclaré : « La patrie est l'État. Tu aimes ta patrie ? Alors renforce ton État ». Dans le même ordre d'idée, depuis plusieurs années, Pashinyan ne rate pas une occasion de citer en exemple l'augmentation des revenus du budget due à la part de l'impôt, remerciant les citoyens de plus en plus nombreux à s'acquitter de leur obligation.

L'analyse

L'équivalence patriotisme = étatismes traversait comme un **fil rouge** son allocution du Nouvel An le 31 décembre dernier. Cette insistance peut paraître étonnante. Certains la qualifieront de pur populisme ; d'autres de renoncement (voire de trahison) au patriotisme. Dans le **fond**, cette phrase est **juste**. Passer par de grandes campagnes insufflées du haut est maladroit et inefficace. Il y a une nécessité absolue d'éduquer à la citoyenneté et au sens de l'État les Arméniens, mais une société qui a vécu le totalitarisme soviétique ne s'éduque pas à coups de slogans. Vrais ou faux, à la limite peu importe. Les **enjeux** exprimés derrière ce slogan sont pourtant bien **réels** (État, société, contrat social). En l'**absence d'institutions** suscitant et **permettant le débat** autour des enjeux fondamentaux pour une société (pourquoi vivons-nous ensemble et pourquoi faire ?), l'écart entre celle-ci et ses dirigeants est condamné à demeurer tout comme ses lignes de fracture internes.

La COP29 à Bakou : opération de blanchiment, et plus?



Le contexte

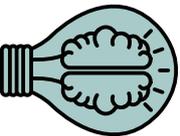
En décembre 2023, l'Azerbaïdjan a obtenu d'accueillir l'édition 2024 de la **Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques (COP29)**, qui se tiendra du 11 au 24 novembre. Après Dubaï en 2023, Bakou en 2024 : bilan déplorable pour les droits humains et économie reposant sur l'exploitation des hydrocarbures seraient-ils les prérequis des candidatures aux conférences internationales sur le climat ? Au-delà des **effets d'annonce** et des **positionnements marketing** qui cherchent à faire illusion, et dont la COP28 à Dubaï n'a pas manqué, les enjeux paraissent importants pour Bakou. L'Azerbaïdjan peut-il véritablement s'engager dans une **refonte stratégique de sa politique énergétique**, qui impliquerait une réorientation radicale de sa politique économique ultra-dépendante (90%) aux énergies fossiles ?

L'analyse

La question est **intrinsèquement liée à celle du régime** azerbaïdjanais, dont les capacités autoréformatrices sont assez peu porteuses d'espoir. La manne qui a profité et profite encore au clan Aliyev pour tenir le pays et assurer son lobbying à l'extérieur reposant sur les richesses du sous-sol, changer de stratégie économique signifierait **risquer d'affaiblir la puissance du clan** au pouvoir. Si la question d'associer de mauvais élèves pour les encourager à engager les réformes nécessaires peut se poser rationnellement sur un plan économique, sur le plan des droits de l'homme, l'expérience a largement montré que les **attitudes lénifiantes à l'égard des régimes répressifs** ne servent qu'à asseoir la légitimité internationale de ces derniers et les encouragent à poursuivre leur durcissement envers leurs propres sociétés. L'**issue** serait **différente** si l'**intérêt international** pour les renouvelables en Azerbaïdjan était **élargi à toute la région**. Les **énergies renouvelables ont un potentiel de paix pour le Caucase du sud**, avec des projets potentiellement profitables à tous. C'est l'**esprit de coopération** proposé par l'**Arménie** dans son projet "**Carrefour de la paix**" exposé en 2023.



Donner à Armenia Peace Initiative, c'est agir concrètement en faveur de la pérennité de l'Arménie. Tous les dons, quel que soit leur montant, rendent nos actions possibles, qu'il s'agisse de promouvoir la paix ou de renforcer la sécurité.



Vous voulez nous aider ?
Il n'y a pas que le soutien financier qui compte.
Votre travail et votre bonne volonté sont les bienvenus !
Vous avez des compétences en levées de fonds, cybersécurité ou en communication?
Contactez-nous !



www.armeniapeace.org



[API Armenia Peace Initiative](https://www.linkedin.com/company/api-armenia-peace-initiative)



[Armenia Peace Initiative API](https://www.facebook.com/ArmeniaPeaceInitiativeAPI)



[@ArmeniaPeace](https://twitter.com/ArmeniaPeace)